

Politique de lutte contre la criminalité (2025-2026) définie par la Procureure générale

La Procureure générale,

vu l'article 43 alinéa 3 de la loi d'organisation judiciaire,

fixe comme il suit la politique de lutte contre la criminalité pour les années 2025 et 2026 :

1. Principes

La politique criminelle du canton du Jura est fixée en concertation avec la Ministre du Département de l'Intérieur, Nathalie Barthoulot, et la Police cantonale.

Cette politique dresse des axes de politique criminelle qui correspondent à des domaines considérés comme majeurs par la Procureure générale.

2. Axes de politique criminelle

Les axes de politique criminelle sont les suivants :

Lutte contre les violences domestiques et prise en charge des victimes

Au vu de l'augmentation des cas de violences conjugales au cours de ces dernières années, il s'agit :

- de poursuivre résolument la lutte contre les violences domestiques, en particulier les violences faites aux femmes au sens de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) ;
- d'améliorer la prise en charge et l'accompagnement des victimes de toutes formes de violences.

Il est rappelé que, par violence domestique, on entend tous les actes de violence physique, sexuelle, psychologique ou économique qui surviennent au sein de la famille ou du foyer ou entre des anciens ou actuels conjoints ou partenaires, indépendamment du fait que l'auteur de l'infraction partage ou a partagé le même domicile que la victime.

A cette fin, le Ministère public a notamment établi une directive qui fixe une ligne dans la conduite des affaires de violences domestiques, dès l'annonce à la police, dans le but de :

- poursuivre et renforcer la collaboration avec la police, la probation et l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, et de coordonner l'action des différents acteurs ;
- renforcer le travail en réseau ;
- adapter la prise en charge et l'accompagnement des victimes afin d'éviter, dans la mesure du possible, toute forme de victimisation secondaire.

Lutte contre le trafic de stupéfiants

La lutte contre le trafic de stupéfiants porte ses fruits et doit être poursuivie, en particulier s'agissant du trafic de drogues dures.

Deux procureurs, au sein du Ministère public, se sont vus attribuer les affaires importantes de ce domaine dans le but de renforcer la cohérence et l'efficacité de l'engagement des moyens de lutte contre le trafic de stupéfiants et d'anticiper l'arrivée de nouveaux phénomènes et de nouvelles substances sur le marché afin de pouvoir apporter une réponse adéquate.

Lutte contre la criminalité itinérante

Il s'agit de poursuivre les efforts entrepris contre la criminalité itinérante sérieuse notamment en signalant systématiquement les auteurs identifiés, également au niveau international, à requérir leur extradition quand les conditions sont remplies en vue de leur mise en détention.

Ces deux derniers axes impliquent la nécessité de s'assurer de la disponibilité de places de détention en suffisance.

Prévention

Il s'agit de poursuivre et renforcer la stratégie de prévention et de détection précoce des risques de commission d'infractions, d'une manière générale et pas seulement dans le cadre de violences domestiques, par le biais du travail en réseau, de la coordination au sein de la Cellule de la police cantonale *Menace et prévention de la violence (MPV)*, de la collaboration entre le Ministère public et les autres acteurs concernés ainsi que la mise en œuvre d'autres formes de collaboration dans l'évaluation des risques et la formation.

Porrentruy, le 24 mars 2025

Frédérique Comte
Procureure générale